

# NOUVELLES DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE

N° 9

OCTOBRE 1977

## Perspectives des marchés agricoles communautaires

LAIT

VIANDES

RIZ

HUILE D'OLIVE

CEREALES

SUCRE

FRUITS ET LEGUMES

VIN

ALCOOL

POMMES DE TERRE

HOUBLON

TABAC

Publié par la division « information agricole » en collaboration avec la direction générale de l'agriculture,  
Commission des Communautés européennes – 200, rue de la Loi, 1049 Bruxelles

La Commission de la Communauté Européenne publie chaque année dans son rapport annuel sur l'agriculture un chapitre concernant la situation du secteur aussi bien que les perspectives à court terme des différents marchés agricoles.

Le chapitre sur la situation reprend sous une forme simplifiée les événements les plus importants qui ont caractérisé le secteur au cours de l'année 1977 tandis que les perspectives (qui sont aussi présentées d'une façon synthétique et qui servent notamment à la Commission lors de la fixation des prix agricoles) permettent aux lecteurs de disposer d'indications sur l'évolution des marchés agricoles de la CEE.

## S O M M A I R E

|   | Page |
|---|------|
| * <u>SITUATION EN 1977 SUR LES PRINCIPAUX</u> |      |
| <u>MARCHES AGRICOLES COMMUNAUTAIRES</u>       | 1    |
| - viande porcine, bovine, ovine .....         | 1    |
| - oeufs et viande de volaille .....           | 1    |
| - lait, céréales, sucre .....                 | 2    |
| - graines oléagineuses .....                  | 2    |
| - fourrages deshydratés .....                 | 2    |
| - huile d'olive .....                         | 3    |
| - fruits et légumes .....                     | 3    |
| - vin, alcool, tabac .....                    | 3    |
| - houblon, pommes de terre, semences .....    | 4    |
| <br>  |      |
| * <u>PERSPECTIVES DES MARCHES</u>             | 5    |
| - céréales .....                              | 5    |
| - viande porcine .....                        | 6    |
| - volaille .....                              | 7    |
| - bovins .....                                | 7    |
| - lait .....                                  | 8    |
| - oeufs .....                                 | 9    |
| - pommes de terre .....                       | 10   |
| - soja .....                                  | 11   |
| - sucre .....                                 | 11   |
| - fruits et légumes .....                     | 11   |

SITUATION EN 1977 SUR LES PRINCIPAUX MARCHES AGRICOLES COMMUNAUTAIRES.

VIANDE PORCINE : augmentation importante de la production (5,8%) au cours du 1er semestre 1977 et par conséquent des prix bas à la production; en même temps prix des aliments pour animaux élevés et donc rentabilité basse dans ce secteur; mesures de soutien (aides au stockage privé) d'avril à septembre. Production 2ème moitié 1977  $\pm$  égale à celle de la même période en 1976, prix en augmentation pour les porcs et en diminution pour les aliments : forte augmentation de la rentabilité.

VIANDE BOVINE : diminution de la production en 1977 de l'ordre de 3,5% (suite au recul du cheptel bovin); consommation stable ou en très légère augmentation (à cause de la situation économique). Les stocks à l'intervention sont passés au cours de 1977 de 350.000 à 400.000 tonnes. Compte tenu de la situation décrite ci-dessus, les prix de marché de l'ensemble des catégories des gros bovins ne connaîtront en 1977 qu'une hausse d'environ 5 à 6% par rapport à leur niveau de 1976.

VIANDE OVINE : Au cours du premier semestre 1977, la production est en diminution de 1,6% par rapport à l'année précédente; la consommation au Royaume-Uni a poursuivi son mouvement de baisse. Les prix de marché sont en augmentation en Irlande; stables au Royaume-Uni, en Allemagne et en Belgique; en diminution pour la France, les Pays-Bas et l'Italie.

OEUFES : Le profil de la production oeufs en 1977 est l'inverse de celui de 1976. Moins d'oeufs au cours du 1er semestre, plus lors du 2ème semestre. Résultat final 1 à 1,5% en plus en 1977. Tendence à la hausse continue. Prix à la production raisonnable mais se situant graduellement à un niveau moins élevé. Cette tendance est affaiblie par la réduction des prix des aliments composés.

VIANDE DE VOLAILLE : La production de poulets 1977 par rapport à 1976 se chiffre à -3 à -3,25%. La réduction se situe surtout au 2ème semestre. Par contre la viande de dinde augmente assez considérablement; celle de canards légèrement. Le prix du poulet a pu se maintenir à un niveau rentable et est soutenu par les exportations. Prix des dindes et canards ont tendance à décroître. Même impact des prix aliments composés que dans le secteur oeufs.

LAIT : cheptel vaches laitières probablement inchangé pendant l'année 1977; augmentation notable des rendements a fait accroître la production et les livraisons d'au moins 3%. Production de fromage, du lait entier en poudre et de caséines en (forte) augmentation et dès lors légères baisses des productions de beurre et du lait écrémé en poudre. Consommation stable ou en diminution de beurre, du lait liquide et des produits laitiers frais. Stocks de beurre.

CEREALES :récolte 1976/77 quantitativement basse mais d'excellente qualité a eu comme conséquence un niveau élevé de prix communautaires au début de l'année 1977; la récolte 1977 s'est avérée pour les céréales fourragères beaucoup plus importante et pour le blé d'une qualité moins bonne que celle de l'année 1976, de sorte qu'on constate dans la plupart des régions communautaires une forte pression sur les prix depuis le mois d'août 1977.

SUCRE : La production a été de 10 mio de t. en 1976/77 et de 11 mio de t. en 1977/78; la consommation n'atteint qu'environ 9 mio de tonnes de sorte que l'excédent à exporter, compte tenu des importations en provenance des pays A.C.P., s'élève pour 1977 à environ 2 à 3 mio de t. La surproduction mondiale a fait fortement baisser les prix sur le marché mondial pendant l'année 1977; les restitutions à l'exportation pour le sucre communautaires atteignent environ 70% du prix communautaire.

GRAINES OLEAGINEUSES : Forte demande des huiles végétales au cours des premiers trois trimestres 1977, notamment sur le marché mondial. Augmentation de la consommation de colza, aussi bien dans la Communauté qu'aux pays tiers. Donc écoulement sans trop de difficultés de la récolte de colza 1976; aucun problème en ce qui concerne la récolte de tournesol. Récolte 1977 de colza en diminution suite surtout aux mauvaises conditions climatologiques en France, principal pays producteur. Prévisions indiquent abondance mondiale aussi bien en huiles végétales qu'en protéines. Prix pour les graines oléagineuses en conséquence seraient probablement plus bas que pour la campagne 1976/1977.

FOURRAGES DESHYDRATES : Production en 1977 de nouveau normale après la forte diminution en 1976 à cause de la sécheresse. Prix relativement élevés début 1977, compte tenu notamment de la situation mondiale en

matière de protéines. Chute des prix à partir de juin 1977, à la suite notamment des importations accrues, qui a provoqué des difficultés d'écoulement pour les entreprises de déshydratation situées dans les Etats membres expéditeurs.

HUILE D'OLIVE : Diminution très importante de la production (250 à 350.000t); la production a été la plus basse enregistrée depuis 1966; prix de marché pour la majeure partie de la production au niveau des prix d'intervention durant 1977, et certaines offres à l'intervention; importations relativement faibles eu égard au niveau de la production; consommation très faible qui ne donne pas à l'heure actuelle de signes de reprise.

FRUITS ET LEGUMES : La première partie de 1977 voit la fin de l'écoulement de la production fruitière 1976/1977, avec des prix généralement élevés pour les pommes et les citrons, généralement bas et retraits importants pour les oranges et mandarines. La récolte 1977 est normale pour les pêches et les prix en sont relativement bons (retraits limités); elle est très inférieure à la normale pour les pommes et les poires; avec des prix élevés pour cette période de commercialisation. En légumes, 1977 devrait connaître une récolte supérieure à la moyenne; en oignons, une récolte particulièrement abondante engendre des prix anormalement bas.

VIN : Niveau de prix satisfaisant au cours de la campagne 1976/77 sauf pour le vin blanc le plus commun et en Italie le vin rouge le plus commun; pour ces derniers vins, les prix sont restés inférieurs au prix de déclenchement et par conséquent des mesures d'intervention ont été utilisées (aides au stockage privé et distillation). La récolte 1977 qui se situe à 129 mio hl environ (et donc 12% en moins par rapport à celle de l'année précédente), laisse prévoir, même en présence de stocks supérieurs à la moyenne, une augmentation sensible des prix.

ALCOOL : Malgré une production dans l'ensemble stationnaire, la présence des stocks importants et l'absence d'une organisation commune des marchés font que le marché communautaire est de plus en plus perturbé.

TABAC : Légère diminution des superficies et de la production de la récolte 1977 par rapport à 1976 se situant entre 3 et 5% en raison notamment

de la réduction des tabacs orientaux. La consommation stagne d'une façon générale avec une légère tendance à la baisse dans certains Etats membres. Conformément à la situation du marché mondial les prix ont tendance à diminuer pour les tabacs orientaux et demeurent fermes en ce qui concerne ceux des tabacs américains du type Virginia et Kentucky.

HOUBLON : Augmentation importante de la production en 1977, de 15% par rapport à 1976. En raison du haut niveau des stocks sur le plan mondial et communautaire, et d'une quantité de houblon offerte sur le marché libre, la plus importante depuis 1973, les prix sont tombés à un niveau très bas. Malgré un rétablissement à la fin d'octobre 1977, les prix n'ont pas atteint un niveau suffisant et on peut s'attendre à ce que la recette des producteurs en 1977 soit plus basse qu'en 1976.

POMMES DE TERRE : Suite à la sécheresse de 1976, existence de stocks limités de pommes de terre au début 1977 ( $\pm$  29 mio t. contre  $\pm$  33 mio t. en 1976). Prix de marché élevés. En raison de l'importante diminution de la consommation animale et en raison des importations, cours à la production et cours de marché à la baisse vers la fin du premier semestre (de 19,07 UC/100 kg. à 9,23 UC/100 kg. - prix de gros, marché de Rotterdam). Dans le deuxième semestre, en raison de la bonne production 1977, prix de marché et prix à la production très bas (en France et Pays-Bas  $\pm$  4 UC/100 kg. - Prix de gros). Revenus négatifs pour les cultivateurs de pommes de terre.

SEMENCES : Augmentation importante de la production (19%) en raison d'une extension des superficies et d'une augmentation du rendement par rapport à 1976. Suite à cette augmentation, et au report des stocks de l'année précédente, la Communauté peut assurer ses propres besoins en 1977. Au premier semestre de 1977, le niveau des prix à la production était raisonnable, et on s'attend à ce que les prix restent les mêmes pour le deuxième semestre.

### PERSPECTIVES DES MARCHES

Fin juillet 1977, la Commission a envoyé au Conseil un document relatif à l'actualisation des perspectives des marchés agricoles. Depuis, un nouvel élément a modifié les perspectives d'un certain nombre de secteurs agricoles, à savoir une récolte de soja supérieure aux prévisions aux Etats-Unis, qui a provoqué une chute des prix bien plus forte qu'on ne pouvait l'imaginer. En outre, comme la récolte de céréales de la Communauté a été bien plus importante (13 à 14 millions de tonnes) que l'année précédente - ce qui a entraîné, entre autres, indépendamment de certaines opérations spéculatives à caractère temporaire, une pression sur les prix communautaires des céréales - les prix des aliments du bétail dans la Communauté ont été, à partir de juillet-août 1977 inférieurs, ce qui était prévu. L'exposé ci-après est fondé sur l'hypothèse que les prix des aliments du bétail resteront relativement bas en 1978 et peut-être même au-delà.

C'est l'hypothèse de prime abord la plus vraisemblable pour la composante "céréales" dont les stocks, en tout cas au niveau mondial, sont actuellement tels que même des circonstances extraordinaires ne pourraient pas provoquer un revirement brutal dans ce secteur. Les mesures décidées aux Etats-Unis, notamment en ce qui concerne le "set-aside" et la constitution de stocks de réserve pourraient bien entraîner une hausse des cours mondiaux sans que cela affecte le niveau des prix dans la Communauté. De plus, dans la Communauté l'ampleur de la récolte de céréales fourragères ainsi que la disponibilité persistante de quantités relativement grandes de manioc, sans compter quelques millions de tonnes de pommes de terre supplémentaires, qui cette année seront de nouveau utilisées pour l'alimentation du bétail, contribueront à maintenir les prix des céréales à un niveau relativement bas.

En ce qui concerne l'élément "protéines" des aliments du bétail, il ne faut, au stade actuel, pas s'attendre à une progression des prix en 1978 et au début de 1979. Dans ce secteur, la situation est cependant moins sûre. En effet, si les stocks sont supérieurs à ceux de l'année dernière, ils sont loin d'atteindre un niveau permettant d'exclure tout bouleversement de la situation de l'approvisionnement si une ou plusieurs circonstances particulières survenaient. Celles-ci pourraient se présenter sous la forme d'une diminution, par rapport aux prévisions, de la production de soja au Brésil et en Argentine au début de l'année prochaine (augmentation prévue de 1,5 million de tonnes au moins), d'une chute importante de la production

d'arachide en Afrique (sécheresse), de tournesol en URSS, ainsi que d'un accroissement des importations de protéines végétales des pays de l'Europe de l'Est, de l'URSS et d'un certain nombre de pays en voie de développement. La conjonction de certains des facteurs susvisés pourrait très bien entraîner une hausse des prix du soja à partir du printemps 1978; mais, comme indiqué plus haut, rien actuellement ne permet de le penser et, on peut, à juste titre, admettre que les prix des aliments du bétail resteront relativement peu élevés en 1978. Les effets de ce niveau de prix relativement bas des aliments du bétail apparaîtront d'une part dans le secteur de la viande, notamment de porc et de volaille, et par conséquent de la viande bovine et, d'autre part, dans le secteur des produits laitiers.

Le secteur de la viande porcine dont la situation était encore très difficile au printemps de 1977 en raison du faible niveau des prix des porcs et du coût élevé des aliments, est caractérisé depuis juillet-août par une augmentation des prix des porcs, d'une part, et une forte diminution des prix des aliments, d'autre part. L'amélioration rapide de la marge bénéficiaire qui s'en est suivie a eu pour conséquence une diminution moins rapide que prévu des effectifs de truies voire dans certaines régions une augmentation de ces effectifs. On s'attend à ce que la production de viande de porc au cours du dernier trimestre de cette année reste inchangée par rapport à celle de la période correspondante de 1976 et que, par la suite, et jusque vers le mois de juin 1978 la production soit inférieure d'environ 1% à celle de cette année. Cette légère diminution ajoutée à une très forte diminution du coût des aliments pourrait alors entraîner une forte augmentation des effectifs de truies qui, à son tour, provoquerait une forte augmentation de la production de viande porcine à partir de l'automne 1978. Il en résulterait une pression sur les prix vers la fin du second semestre 1978, ce qui, compte tenu par ailleurs du coût des aliments, n'entraînerait pas nécessairement une crise dans ce secteur. Cette pression sur les prix du porc en 1978 et peut-être au-delà, peut être accentuée encore par une offre accrue de viande porcine des pays tiers, et notamment des pays de l'Europe de l'Est. En résumé, on peut donc prévoir un niveau assez satisfaisant des prix de la viande porcine et de bonnes marges bénéficiaires jusqu'au printemps 1978, après quoi et surtout à partir de l'automne, les prix subiront une forte pression. Au demeurant, et pour la première fois, le cycle du porc, très régulier ces dernières années serait dérégulé.

Dans le secteur de la volaille, les effets du coût des aliments ne diffèrent pas considérablement de ceux qui viennent d'être décrits pour l'élevage porcin. Dans ce secteur aussi on envisage naturellement une amélioration de la situation économique de la profession, ce qui pourrait contribuer à accroître la production. Cette réaction peut être escomptée dès avril - mai 1978 si la situation ne se modifie pas par rapport à celle sur laquelle se fondent les présentes prévisions. Si, dans le secteur du porc on prend pour hypothèse que la production de 1978 sera supérieure de 2 à 3% à celle de 1977, l'augmentation sera supérieure dans le secteur de la volaille étant donné qu'elle correspond à un stimulant pour une production pour laquelle on prévoyait déjà une augmentation en 1978. La production totale de volaille pourrait, de ce fait, être supérieure de 5% au moins à celle de 1977, ce qui pèsera sur les prix; le niveau de ces dernières devant, en définitive, dépendre des débouchés dans les pays tiers. Dans ce secteur, il faut prévoir une pression sur les prix, un peu plus tôt d'ailleurs que dans le secteur du porc.

Dans le secteur des bovins, le recensement du bétail de décembre 1976 permet de prévoir une diminution des effectifs, notamment des vaches de races à viande et par conséquent de la production de viande. On a prévu une diminution d'environ 4% pour 1977 et de 1% de plus en 1978, puis de nouveau une forte augmentation de production en 1979, un nouveau sommet à la fin de la décennie. L'augmentation des prix dans ce secteur ne permet pas jusqu'à présent de faire des prévisions sensiblement différentes. La modification de la situation dans les secteurs du porc et de la volaille aura pourtant une influence certaine sur la situation économique des producteurs de viande bovine; il ne faut par ailleurs pas perdre de vue que la situation économique générale de la Communauté (croissance économique et chômage) ne permet pas de prévoir une augmentation sensible de la consommation de viande bovine. Ce faisceau d'éléments amène donc à supposer que les prix de la viande bovine resteront plus ou moins stables au cours du dernier trimestre de 1977 et probablement au cours du premier semestre de 1978, après quoi les facteurs susvisés exerceront une pression sur les prix de la viande bovine, ce qui, à son tour, freinera le processus de capitalisation du cheptel et donc de la diminution de la production, et pourrait même renverser ce mouvement. Cette pression sur les prix de la viande bovine est favorisée en outre par le niveau élevé des stocks d'intervention

et les importations nettes qui seront probablement plus élevées en 1978 qu'en 1977. Enfin, il faut considérer la situation dans le secteur laitier et notamment les répercussions, sur le marché de la viande bovine, des mesures qui ont été prises pour rétablir l'équilibre dans ce secteur. Jusqu'à présent, la Commission s'est fondée sur l'hypothèse que les règlements relatifs à la reconversion et à la non-livraison de lait entraînerait une augmentation de la production de viande bovine qui peut être estimée, au total, à 80 000 tonnes environ, dont la moitié serait commercialisée en 1977 et l'autre en 1978. Bien qu'il ne soit pas invraisemblable que dans la réalité la quantité totale soit même légèrement inférieure, la répartition sur les années citées sera certainement différente de ce qui était prévu : on peut considérer actuellement qu'environ 1/3 de cette quantité sera commercialisé cette année-ci et le reste en 1978. Sur la base de ces perspectives de production, et, compte tenu du niveau actuel des stocks d'intervention et d'une légère augmentation de la consommation en 1978 (+1%) et en 1979 (+ 2,5%), le déficit annuel pour les années 1977 à 1979 peut être estimé à environ 200 000 tonnes.

Dans le secteur laitier on s'attend à ce que les mesures de rééquilibrage prises cette année aient un effet positif. Bien qu'il soit encore impossible actuellement d'appréhender grosso modo les conséquences de ces mesures, on suppose pour l'instant qu'elles n'entraîneront pas ou guère d'accroissement du cheptel laitier ou seulement un accroissement plus lent que normal. Depuis la fin de 1976, époque à laquelle le cheptel laitier dépassait de 0,8% celui de l'année précédente, on s'attendait à une nouvelle augmentation de 1% pour la fin de 1977 et de 2% supplémentaire l'année suivante. Actuellement, on estime que le cheptel laitier sera à la fin de 1977 à peu près identique à celui de 1976 et que l'augmentation ne sera plus que de 1% en 1978. Par contre, la production augmentera de nouveau au cours de ces deux années, par suite d'une progression relativement forte des rendements. Compte tenu des excellentes conditions de climat et d'affouragement à la fin de 1977, les livraisons de lait augmenteront d'environ 3% par rapport à 1976, le chiffre prévu pour 1978 étant proche ou même supérieur à ce pourcentage. On peut encore remarquer que les bonnes conditions de production à la fin de 1977 ainsi que le niveau des prix des aliments concentrés pendant l'hiver 1977-1978 permettront d'annuler en grande partie l'effet négatif du prélèvement de co-responsabilité sur la production. L'augmentation de la production de lait entier en poudre, de fromage et de caséine a

entraîné en 1977 une légère régression de la production de beurre et de lait écrémé en poudre. Pour 1978, on n'escompte toutefois pas une nouvelle et forte augmentation notamment de caséine si bien que, compte tenu particulièrement de la stagnation ou même de la régression de la consommation de lait, de produits laitiers frais et de beurre, on peut s'attendre à une augmentation des excédents de beurre et de lait écrémé en poudre. Les stocks d'intervention de beurre augmenteront très certainement et les stocks de lait écrémé en poudre ne resteront à peu près inchangés que si les nouvelles mesures d'écoulement dans le secteur de l'élevage donnent les résultats escomptés. Compte tenu de la surproduction et du niveau peu élevé des cours mondiaux, il ne sera pas facile d'écouler les excédents communautaires sur le marché mondial.

La situation dans le secteur des oeufs évolue comme prévu, bien que l'augmentation de la production tant à la fin de 1977 qu'en 1978 pourrait être plus grande que prévue. La situation dans le secteur des aliments des animaux se traduira, dans ce secteur aussi, par une plus forte augmentation de la production; de ce fait la durée du creux cyclique des prix sera probablement plus longue que normalement, et le minimum prévu pour le milieu de l'année se retrouvera au cours du 4<sup>ème</sup> trimestre. La stagnation actuelle de la consommation d'oeufs accentuera cette tendance à moins que l'on ne trouve d'autres débouchés.

L'amélioration de la rentabilité du secteur de la production animale, sauf pour les oeufs, prévue par la Commission dans son rapport d'actualisation de juillet 1977 pour le second semestre de 1977 et l'année 1978 sera légèrement différente compte tenu de ce qui précède. D'après les indications disponibles, la rentabilité du secteur de la production animale, sauf encore une fois pour les oeufs, pourrait s'améliorer plus que prévu, mais la période de rentabilité accrue pourrait être moins longue que prévue en raison de la chute attendue des prix au cours du second semestre de 1978.

En ce qui concerne la production arable, il n'y a aucune raison, pour l'instant, de réviser les prévisions de juillet. La superficie plantée en pommes de terre en 1977 n'a pas, comme d'habitude, diminué, mais est comparable à celle de 1976, ce qui n'est pas très surprenant compte tenu du prix élevé de la pomme de terre au cours des deux dernières campagnes. La production normale cette année-ci a été supérieure de 9 millions de tonnes (+ 30%) à la production de 1976, entraînant une forte chute des cours.

La consommation de pommes de terre dans la Communauté a beaucoup diminué ces dernières années, si bien qu'une grande partie de la récolte sera utilisée pour l'alimentation des animaux, les possibilités d'exportation étant par ailleurs très limitées. Un éventuel et léger accroissement de la consommation au printemps de 1978 ne doit pas être exclu compte tenu de la bonne qualité des produits, mais elle ne sera toutefois pas suffisante pour modifier considérablement la situation dans ce secteur. Il n'est d'ailleurs pas exclu, eu égard à l'expérience des campagnes 1975 et 1976, que la superficie plantée en pommes de terre la campagne prochaine ne permette pas, si les conditions atmosphériques sont normales, de mettre la récolte en équilibre approximatif avec la demande. Dans ce secteur on s'attend par conséquent également à une pression sur les prix et des quantités assez importantes devront être utilisées pour l'alimentation du bétail. De ce fait les pommes de terre, le manioc, les pulpes de betterave et d'agrumes constituent, à côté de toutes sortes de sous-produits de l'industrie alimentaire, un produit de substitution directe (en combinaison avec la farine de soja) des céréales dans l'alimentation animale.

Etant donné par ailleurs que dans des conditions climatiques normales les éleveurs de bétail bovin utiliseront davantage d'ensilage et d'herbe, la demande de céréales pour l'alimentation du bétail diminuera relativement au cours de cette année-ci et probablement au cours des années suivantes. Cette baisse des ventes de céréales pour l'alimentation du bétail a coïncidé en 1977 avec une récolte assez importante, dépassant de plus de 13 millions de tonnes celle de l'année précédente. Comme la qualité du blé cette année-ci a été relativement mauvaise dans certains pays, des pressions de tous ordres se sont exercées sur les cours des céréales destinées à l'alimentation du bétail : l'orge dont la production communautaire, très élevée est excédentaire, la production et les importations prévues de maïs, un blé de qualité inférieure ainsi que l'ensemble des produits de substitution locaux ou importés des pays tiers.

Il est par ailleurs probable qu'outre la tendance, constatée depuis de nombreuses années déjà, à la diminution des emblavures en avoine et en seigle au profit de l'orge et du maïs, on assiste à un léger glissement vers le blé fourrager. Il n'y a a priori aucune raison de supposer que la consommation des produits de substitution des céréales va diminuer, et en tout cas certainement pas si l'évolution déjà décrite qui caractérise le marché

mondial du soja se poursuit.

La production de soja ne progressera probablement pas ou difficilement dans la Communauté au cours des années à venir compte tenu des problèmes imputables aux conditions atmosphériques défavorables que cette culture a connue au cours des années antérieures et tant qu'on ne disposera pas d'une variété totalement adaptée aux conditions européennes. En revanche, la baisse de la production de colza et de navette en 1977 peut être attribuée principalement aux mauvaises conditions climatiques qui ont régné en France au moment de la floraison de ces cultures. Pour les années à venir, on peut donc prévoir une production plus ou moins normale d'environ un million de tonnes. En ce qui concerne les fourrages déshydratés artificiellement, l'avenir de la production communautaire dépend entièrement de la décision que prendra le Conseil sur le maintien éventuel des mesures d'aide à ce secteur. Compte tenu de la vive concurrence des produits importés cette année, il est peu probable que cette production se développe fortement. En résumé, on peut conclure qu'au cours des prochaines années la Communauté ne sera guère moins dépendante des pays tiers pour satisfaire ses besoins en protéines végétales.

Compte tenu de la politique sucrière actuelle, il est peu probable qu'on assiste à une régression relativement importante des superficies cultivées en betteraves sucrières. De ce fait, il est possible que si les conditions climatiques sont normales, la Communauté enregistre ces prochaines années d'importants excédents de sucre qui s'élèveront certainement à plus de 2,5 millions de tonnes, compte tenu de la consommation de sucre qui reste assez faible d'une part et des contrats d'importation de sucre passés avec les pays ACP, d'autre part. Comme il sera plus difficile de vendre du sucre sur le marché mondial, difficulté renforcée par l'accord international qui doit entrer en vigueur le 1er janvier 1978, il faudra prendre des mesures qui changeront les données de base exposées ci-dessus, à savoir le maintien de la politique actuelle; de ce fait toute prévision est aléatoire. La production et la consommation d'isoglucose dans la CEE ne semblent par ailleurs pas, dans les circonstances actuelles, devoir exercer une trop grande influence sur la consommation de sucre dans la Communauté.

Comme d'habitude, on s'attend à peu de changements au cours des prochaines années dans le secteur des légumes et à quelques adaptations seulement

dans le secteur des fruits. Dans ce secteur, on prévoit une légère augmentation de la production de pommes et de poires, qui pourrait s'interrompre un peu plus rapidement que prévu en raison de l'instauration de la prime d'arrachage dans la Communauté. Pour les pêches on s'attend à une stabilisation de la production ces prochaines années, tandis que le ralentissement du rythme de plantation dans le secteur des agrumes devrait atténuer l'accroissement de la production. On estime que la production de vin en 1977/78 sera très inférieure à celle des campagnes précédentes si bien qu'en dépit du volume actuel des stocks il ne faut pas exclure une certaine hausse des prix. Si l'on ne tient pas compte de la situation des deux dernières années, le potentiel de production de la Communauté dépasse encore très largement les besoins, de sorte qu'il faudra prévoir dans ce secteur de nouvelles mesures pour rétablir l'équilibre.

En ce qui concerne certains autres produits agricoles provenant principalement ou même exclusivement de la zone méridionale de la Communauté, les perspectives ne sont pas différentes de celles d'il y a quelques mois. C'est ainsi qu'on prévoit une bonne production d'huile d'olive, ce qui, compte tenu des stocks existants et des prix prévisibles des huiles de graines oléagineuses n'entraînera pas, au cours des prochains mois, une reprise sensible des ventes mais un accroissement des achats d'intervention. Si la production communautaire de riz reste assez stable, les ventes sur le marché intérieur pourraient progresser, et entraîner une diminution des exportations vers les pays tiers.

NEWSLETTER ON THE COMMON AGRICULTURAL POLICY

No 3

JUNI 1976

DER TABAK

Derzeitige Lage und Perspektiven

Herausgegeben von der Abteilung Agrarinformation in Zusammenarbeit mit der Generaldirektion Landwirtschaft der Kommission der Europäischen Gemeinschaften - 200, rue de la Loi, 1049 Bruxelles

NEWSLETTER ON THE COMMON AGRICULTURAL POLICY

No 3

JUNE 1976

TOBACCO

Present situation and prospects

Published by the Division for Agricultural Information in collaboration with the Directorate General for Agriculture of the European Communities - 200, rue de la Loi, 1049 Bruxelles

NOTIZIE SULLA POLITICA AGRICOLA COMUNE

N 3

GIUGNO 1976

TABACCO

Situazione e Prospettive

Pubblicazione della Divisione informazione agricola in collaborazione con la Direzione generale dell'agricoltura Commissione delle Comunità europee - 200, rue de la Loi, 1049 Bruxelles

MEDDELELSER OM DEN FÆLLES LANDBRUGSPOLITIK

No 3

JUNI 1976

TOBAK

Situation og udsigter

Udgivet af Kontoret for Information om Landbrug og Miljø i Kommissionen for De europæiske Fællesskaber 200, rue de la Loi, 1049 Bruxelles

Nº 3

JUIN 1976

LE TABAC

Situation et perspectives

Publié par la division « information agricole » en collaboration avec la direction générale de l'agriculture, Commission des Communautés européennes - 200, rue de la Loi, 1049 Bruxelles

LANDBOUWBULLETIN

Nº

JUNI 1976

DE TABAK

Huidige situatie en vooruitzichten

Het tijdschrift « De Stijling Landbouwvoorlichting » in samenwerking met het directoraat-generaal Landbouw - in opdracht van de Europese Gemeenschappen - Wetstraat 200, 1049 Brussel

Chaque mois \* en six langues